



RETRAITES: MACRON DECLARE LA GUERRE SOCIALE

RIPOSTE MASSIVE ET RADICALE !

Travailler jusqu'à épuisement et mourir pauvre ? Non, merci !

Le gouvernement continue sa marche forcée vers la casse totale de nos systèmes de solidarité et des services publics. Après l'assurance-chômage, il cible nos retraites. Tout le monde sait maintenant que la réforme des retraites va coûter très cher aux actuel.le.s travailleurs et travailleuses des secteurs publics comme privés. D'après les éléments communiqués par le rapport Delevoe, un.e fonctionnaire perdrait en moyenne 400€ de pension par mois!!

La solidarité n'est pas négociable !

Au-delà d'une énième réforme s'attaquant à nos acquis, C'est la même logique capitaliste qui est à l'œuvre depuis 50 ans : les gouvernements qui se succèdent organisent, main dans la main avec le patronat, une attaque globale contre notre système de solidarité et démantèlent méthodiquement la sécurité sociale. Ils réduisent toujours plus les prestations sociales et dépossèdent les syndicats de sa gestion, en la plaçant sous tutelle de l'État et des marchés financiers.

Pour nous, organisations syndicales associées depuis l'origine à la création des systèmes de solidarités sociales (dont la sécurité sociale), ce n'est rien de moins qu'une attaque contre le modèle de société développé à la libération. Issue d'un consensus trouvé dans le cadre du Conseil national de la Résistance et mise en place par les organisations syndicales, la sécurité sociale entend garantir le plus grand nombre contre les risques de l'existence : maladie, vieillesse, accidents. La sécurité sociale est à nous, c'est notre salaire, notre protection !! Nous et les générations précédentes avons construit ce système plus juste, basé sur la solidarité et la justice sociale. Nous entendons le défendre, le renforcer et l'étendre pour que nous et nos enfants puissions en bénéficier.

Fascisation du pouvoir

Pour assurer la survie du capitalisme et maintenir la course au profit, le pouvoir, en s'attaquant aux dernières forteresses sociales, doit s'assurer du soutien indéfectible des forces répressives pour prévenir tout soulèvement. Le gouvernement s'est donc empressé d'annoncer le maintien des régimes spéciaux des flics et militaires dans la réforme à venir, preuve d'une certaine fébrilité. Dans la tension sociale actuelle, sa seule réponse aux colères populaires est la répression violente et la construction de « boucs émissaires ».

Confédération Nationale du Travail
Union départementale 38

Permanences tous les mercredis de 18h à 19h
102 rue d'Alembert 38000 Grenoble
ul38@cnt-f.org



Les retraites : De quoi parle-t-on ?

Jusqu'à aujourd'hui, notre retraite se calcule en trimestres sur nos 25 meilleures années (les 6 derniers mois de traitement pour les fonctionnaires). Son financement est basé sur un principe de solidarité intergénérationnelle : les retraité.e.s bénéficient d'une pension, qui est une part du salaire des travailleur.euse.s actuel.le.s (prélevée par cotisations), qui eux-mêmes, bénéficieront du salaire des actifs de la prochaine génération : C'EST LE SALAIRE SOCIALISÉ, qui solidarise une communauté.

Avec le nouveau système à points, chacun.e serait renvoyé.e à son petit capital de droits individuels au mode de calcul très défavorable et modulable à l'envi par le gouvernement (valeur variable du point). Toutes les années d'activité seraient prises en compte pour le calcul, même celles où l'on ne travaille pas, ou peu, pour des raisons multiples, ce qui ferait inévitablement baisser le montant de la pension. Il faudrait alors travailler plus pour obtenir une pension décente, jusqu'à 64 ans (ce qu'ils appellent « âge d'équilibre »), voir 67 ans dans bien des cas, avec un effet évident : les plus privilégié.e.s se tourneront vers des complémentaires ou des fonds de pensions (privatisation de la sécu) et les autres seront condamnés à la paupérisation.

Ce gouvernement nous déclare la guerre : nous devons la mener pour gagner !

Refuser, dans son principe et ses conséquences, la destruction des services publics et de la sécurité sociale est un devoir pour l'ensemble des habitant-e-s de ce pays. Le président Macron se prépare à un conflit dur sur ce sujet en déclarant préventivement le mois dernier qu'il n'aurait « aucune forme de faiblesse ou de complaisance » face aux mobilisations. Si le pouvoir est conscient des enjeux, il faut que nous, les premier-e-s concerné-e-s, le soyons aussi.

Une journée de grève interprofessionnelle a été décidée pour le 5 décembre. C'est à cette date que, le 5 décembre 1995, débuta la grève reconductible de 10 jours qui avait contraint notre désormais « très cher » président Chirac à renoncer à la réforme des retraites conduite par Juppé.

Le 5 décembre, nous devons nous engager dans l'action pour nous défendre et défendre les générations suivantes contre ce projet d'appauvrissement massif des retraité-e-s de demain. Nous devons nous mobiliser massivement, refuser les divisions organisées par le gouvernement (fonctionnaires, salarié-e-s du privé, régimes « spéciaux »...) et, tout le monde le sait, se donner les moyens de gagner en recourant à la grève reconductible. La lucidité impose de se préparer financièrement à un mois de décembre difficile pour ne pas passer 20 ans de retraites difficiles.

Ne pas livrer cette bataille, c'est participer à notre propre défaite.

**TOUTES ET TOUS EN GREVE
A PARTIR DU 5 DECEMBRE !**

**RDV MANIF
5/12 A 10H
GARE DE GRENOBLE**

Les propositions des anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires:

Contre le paritarisme, pour l'autogestion des caisses de sécurité sociale par les travailleur.euse.s

Augmentation des salaires et application de l'égalité salariale entre hommes et femmes (ce qui engendre de fait une hausse des cotisations assurant le financement des caisses de retraite),

Augmentation des minima sociaux et des pensions de retraites

Fin des allègements des cotisations patronales : Le déficit des caisses de retraites, ce sont les milliards d'euros d'allègements de cotisations patronales (CICE), qui sont autant de pertes pour le système social.

La CNT est un syndicat indépendant de l'Etat et des partis politiques, autogéré, sans permanent.e. Ce sont les syndiqué.e.s qui décident lors d'assemblées générales souveraines.

La CNT est anarcho-syndicaliste et syndicaliste révolutionnaire, porteuse d'un projet de transformation sociale. Contre la double oppression de l'Etat et des patrons, elle prône la gestion directe de la société, par ses membres eux-mêmes.

Si personne ne galère à notre place, que personne ne décide à notre place !